

Unité bidépartementale Eure Orne
DREAL Normandie
Cité administrative
2 rue Saint Sever
76032 Rouen Cedex

Évreux, le 13/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIOGAZ de Gaillon

52 rue Paul Vaillant Couturier
92240 Malakoff

Références : 27-2025-251
Code AIOT : 0005804760

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2025 dans l'établissement BIOGAZ de Gaillon implanté Rue des Artaignes ZA la Bergerie 27600 Gaillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suivi des plaintes odeurs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOGAZ de Gaillon
- Rue des Artaignes ZA la Bergerie 27600 Gaillon
- Code AIOT : 0005804760
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BIOGAZ Gaillon exploite un méthaniseur sur la commune de Gaillon dont l'exploitation est réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 2014 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2011.

Le méthaniseur, d'une capacité de traitement de 82,2 t/j, est alimenté par des matières organiques fermentescibles et les digestats sont épandus selon un plan d'épandage sur 37 communes. Cette installation relève du régime d'enregistrement, l'arrêté du 12 août 2010 modifié le 17 juin 2021 s'applique selon les modalités prévues à l'annexe III.

L'énergie (électricité) produite par cogénération est vendue à EDF.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Admission et sorties.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Surveillance de la méthanisation. Programme maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35, 34 alinéa 6 et 49 alinéa 8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier installation classée.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 4	Sans objet
3	Stockage du digestat.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34	Sans objet
5	Captage et épuration des rejets à l'atmosphère.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 47	Sans objet
6	Prévention des nuisances odorantes.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 49 (sauf alinéa 8)	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	horaire concernant l'épandage	Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 1.2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a fait l'objet de 29 plaintes enregistrées au premier semestre pour lesquelles l'exploitant n'a pas trouvé de cause significative sur site.

Le jour de la visite, l'inspection n'a pas ressenti d'odeur à l'extérieur du site. Le digesteur était en arrêt technique programmé depuis début juillet, le dernier arrêt ayant eu lieu en 2021. Le digesteur a fait l'objet d'un curage et d'une réparation importante du toit suite à une détection de fuite de gaz identifiée lors du contrôle de fuite réalisé en janvier 2025 par la société CH4process.

L'inspection a constaté que l'exploitant ne planifiait pas à l'avance toutes les actions d'entretien nécessaire à la bonne conduite de l'installation. de même, l'exploitant n'a pas informé l'inspection préalablement à l'arrêt technique du digesteur.

Il est demandé à l'exploitant :

- d'établir un programme de maintenance préventive (article 35 de l'arrêté du 12 août 2010) et de le transmettre à l'inspection, délai 3 mois;
- de faire contrôler le fonctionnement des équipements de traitement des odeurs par un organisme externe compétent (article 49 alinéa 8 de de l'arrêté du 12 août 2010), délai 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : Article 4 de l'arrêté du 12 août 2010 Dossier installation classée. L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : ... - les consignes d'exploitation ; - l'attestation de formation de l'exploitant et du personnel d'exploitation à la prévention des nuisances et des risques générés par l'installation ; - les registres d'admissions et de sorties ; - le plan des réseaux de collecte des effluents ; - les documents constitutifs du plan d'épandage ; - le cas échéant, l'état des odeurs perçues dans l'environnement du site. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le jour de la visite l'inspection a consulté par sondage les documents suivants qui ont par la suite été transmis par l'exploitant par courriel du 16 juillet 2025 : · Le registre d'épandage des digestats du printemps 2025

<ul style="list-style-type: none"> · Le registre des plaintes 2024-2025 + registre des rondes olfactives réalisées seul ou avec la mairie de Gaillon · Les attestations du voisinage · Le rapport de contrôle CH4 de janvier 2025 + justificatif des réparations · Les photos du contrôle interne du biofiltre · Les concentrations H2S avant et après charbon actif · Le tableau de bord du semestre 2 -2024 + semestre 1 -2025 (registre d'admission des déchets). · Liste des différentes améliorations et maintenance
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Admission et sorties.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Section VI : Registres entrées sorties Article 29 de l'arrêté du 12 août 2010 (Arrêté du 25 juillet 2012, article 1er IV et Arrêté du 6 juin 2018, article 1er 5°) Admission et sorties.</p> <p>L'admission des déchets suivants sur le site de l'installation est interdite :</p> <ul style="list-style-type: none"> - déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement susvisé ; - sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n° 1774/2002 modifié ; - déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection. <p>Toute admission envisagée par l'exploitant de matières à méthaniser d'une nature ou d'une origine différentes de celles mentionnées dans la demande d'enregistrement est portée à la connaissance du préfet.</p> <p>1. Enregistrement lors de l'admission.</p> <p>Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement :</p> <p>«- de leur désignation ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la date de réception ; - du tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, du volume ; - du nom et de l'adresse de l'expéditeur initial ; - le cas échéant, de la date et du motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés.» <p>L'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base d'une pesée effectuée lors de la réception ou des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée.</p> <p>Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de trois ans. Ils sont tenus à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.</p> <p>« Toute admission de matières autres que des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires ou des déchets d'industries agroalimentaires, ou de biodéchets triés à la source au sens du code de l'environnement, fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité. Ce contrôle peut</p>

être effectué sur le lieu de production des déchets ; l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents justificatifs de la réalisation de ces contrôles et de leurs résultats. »

2. Enregistrement des sorties de déchets et de digestats.

L'exploitant établit un bilan annuel de la production de déchets et de digestats et tient en outre à jour un registre de sortie mentionnant la destination des digestats : mise sur le marché conformément aux articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural, épandage, traitement (compostage, séchage...) ou élimination (enfouissement, incinération, épuration...) et en précisant les coordonnées du destinataire.

Ce registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de dix ans et tenu à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

« Le cahier d'épandage tel que prévu par les arrêtés du 27 décembre 2013 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises respectivement à déclaration, enregistrement et autorisation sous les rubriques n° 2101,2102 et 2111 peut tenir lieu de registre de sortie. »

« 3. Conditions d'admission des déchets et matières à traiter, en cas de réception de matières ou de déchets autres que de la matière végétale brute, des effluents d'élevage, des matières stercoraires, du lactosérum et des déchets végétaux d'industries agroalimentaires.

« L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des matières admissibles dans l'installation. Ces éléments précisent explicitement les critères qu'elles doivent satisfaire et dont la vérification est requise.

« Avant la première admission d'une matière dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur, à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur une information préalable. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.

« L'information préalable contient a minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes :

« - source et origine de la matière ;«

- données concernant sa composition, et notamment sa teneur en matière sèche et en matières organiques ;« - dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement (CE) n° 1069/2009, l'indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation ; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) n° 1069/2009, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier ;« - son apparence (odeur, couleur, apparence physique) ;« - les conditions de son transport ;« - le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;« - le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site.

« L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'une matière. »

« A l'exception des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires et des déchets végétaux d'industries agroalimentaires, l'information préalable mentionnée précédemment est complétée, pour les matières entrantes dont les lots successifs présentent des caractéristiques peu variables, par la description du procédé conduisant à leur production et par leur caractérisation au regard des substances mentionnées à l'annexe VII a de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des

installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

« **Dans le cas de traitement de boues d'épuration domestiques ou industrielles**, celles-ci doivent être conformes aux dispositions de l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, pris en application du décret n° 97-1133 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées, ou à celles de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et l'information préalable précise également :

« - la description du procédé conduisant à leur production ;»

- pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ;

« - une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ;

« - une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, pris en application du décret n° 97-1133 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées, réalisée selon la fréquence indiquée dans cet arrêté sur une période de temps d'une année.

« **Tout lot de boues** présentant une non-conformité aux valeurs limites fixées à l'annexe 1 de l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, pris en application du décret n° 97-1133 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées est refusé par l'exploitant.

« Les informations relatives aux boues sont conservées pendant dix ans par l'exploitant et mises à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Constats :

Le document "Tableau de bord" comprend les informations à enregistrer lors de l'admission.

Le site dispose d'un dispositif de contrôle de non-radioactivité.

L'analyse du registre des admissions du 1er juillet 2024 au 30 juin 2025 par l'inspection montre que l'exploitant a admis des "soupes hygiénisées" sous le code 02 02 03, matières impropres à la consommation ou à la transformation en provenance d'une autre installation de méthanisation de Normandie.

S'agissant de déchets provenant d'une installation de traitement de déchets, le code à utiliser devrait être 19 06 06 s'il s'agit de digestats.

Pour les déchets alimentaires ayant le cas échéant subi un déconditionnement et/ou une hygiénisation avant méthanisation ainsi que les autres "soupes de biodéchets", ils doivent être admis sous le code 20 01 08 sauf s'il ne s'agit pas de déchets alimentaires, ou sauf si le producteur initial est encore connu et que le code initial peut être conservé.

Il est rappelé à l'exploitant que les pulpes organiques (soupes) issues du déconditionnement de biodéchets sur une installation classée au titre de la rubrique 2783 (Installation de déconditionnement de biodéchets ayant fait l'objet d'un tri à la source en vue de leur valorisation organique) ne peuvent être valorisés par compostage ou méthanisation que si elles respectent les teneurs maximales en inertes et impuretés suivantes (articles 6 et 26 des arrêtés du 03 mars 2023 relatifs à la rubrique 2783) :

Inertes et impuretés	Plastique > 2 mm	Verre > 2 mm	Métaux > 2 mm	Plastique + verre + métaux > 2 mm
Teneurs maximales(g/kg de matière sèche)	3	3	3	5

Du 1er juillet 2024 au 30 juin 2025, l'exploitant a admis sous l'appellation "poudre d'oeufs deshydratés et stérilisés" environ 680 t de déchets en provenance du site ayant réalisé la stérilisation pour le compte du producteur initial :

- 27 t du 30/10 au 05/11/2024,
- 130 t du 05/03 au 10/04/2025.

L'inspection note que le nom du producteur initial de ces lots n'est pas indiqué dans son registre alors qu'il n'existe pas de perte de traçabilité concernant ce déchet.

Du 1er juillet 2024 au 30 juin 2025, l'exploitant a admis sous un code "boues" et/ou "eaux usées" environ 1500 t des déchets suivants :

- 07 05 12 "boues biologiques" d'Expanscience un laboratoire pharmaceutique (220 t environ);
- 19 08 12 "boues de papeteries" de France Plastique Recyclage (920 t), "boues de STEP", "boue provenant du traitement biologique" et "boue biologique" (550 t);
- 19 08 14 "boue de step liquide" de Paprec à La Neuve Lyre (190 t) "concentrats" (43 t) en provenance de Suez RV Sud Ouest 79350 Amailloux proche Poitier;
- 20 02 03 "boues organiques" (80t) d'origine industrielle dont pharmaceutique;
- 20 03 06 "matières de curage - eaux usées" (620t) divers origines (collecte collective).

Il est rappelé à l'exploitant que les articles L.541-21 et L.541-21-1 du code de l'environnement interdisent le mélange de biodéchets avec des boues de station d'épuration (telles qu'elles sont définies depuis le 14 septembre 2021 à l'article R.543-312 du code de l'environnement (*Boues d'épuration : les sédiments résiduels des installations de traitement ou de prétraitement biologique, physique ou physicochimique des eaux usées, tels que définis à l'article R. 211-26, y compris celles produites par des installations visées à l'article L. 511-1*)).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 : l'exploitant doit renforcer et renouveler sa procédure d'acceptation préalable afin de s'assurer que :

- les teneurs en inertes et impuretés des pulpes organiques en provenance des unités de déconditionnement de biodéchets sont conformes aux valeurs limites imposées par les articles 6 et 26 des arrêtés du 02 mars 2023 relatif à la rubrique 2783. **Délai, 6 mois;**
- il ne reçoit pas de boues de station d'épuration telles que définie à l'article R.543-312 du code de l'environnement. Il vérifie les processus de production des "boues de papeteries, boues de STEP, boue provenant du traitement biologique, boue biologique, boue de station d'épuration liquide, concentrats boues organiques, matières de curage - eaux usées" mentionnés dans son registre des admissions. Le cas échéant, il doit cesser d'accepter les boues d'épuration qui entrent dans cette définition. **Délai, 6 mois.**

<p>Demande n°2 : l'exploitant maintient le code déchet et indique le nom du producteur initial des déchets qui ne font pas l'objet d'une rupture de traçabilité dans son registre des admissions. Délai, 6 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 3 : Stockage du digestat.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 34 de l'arrêté du 12 août 2010 (Arrêté du 17 juin 2021, article 18) Stockage du digestat. ... Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit. ... « Les ouvrages de stockage des digestats solides et liquides sont couverts. Cette disposition ne s'applique pas pour le digestat solide stocké en bout de champ moins de 24 heures avant épandage, ni aux lagunes de stockage de digestat liquide ayant subi un traitement de plus de 80 jours. « Pour les installations dont le dossier complet de demande d'enregistrement a été déposé avant le 1er juillet 2021, les stockages non couverts doivent, au 1er janvier 2022, faire l'objet de mesures organisationnelles prenant en compte les situations météorologiques décennales (et notamment le niveau de réduction nécessaire des quantités de digestat produites avant les événements pluvieux importants) permettant d'éviter les débordements. Ces mesures sont annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 35. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Construites et mises en service avant le 1er juillet 2021, les deux cuves de stockage des digestats liquides disposent de couvertures flottantes dont les boudins périphériques permettent de récupérer les eaux pluviales qui ruissellent sur la surface couverte, ce qui limite leur remplissage et la dilution des digestats. Un anneau de 0.5 à 1 m de large reste néanmoins libre en périphérie des cuves. Ces couvertures flottantes permettent également de limiter la diffusion des odeurs dans l'environnement car elles disposent d'un système de captage du biogaz dégagé en surface.</p> <p><u>Il est rappelé à l'exploitant que la maintenance des couvertures flottantes doit être visée par son programme de maintenance préventive (article 35).</u></p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a senti quelques faibles bouffées d'odeur en provenance de ces stockages, perceptibles uniquement à l'intérieur du site coté Est.</p>

<p>L'inspection n'a pas perçu d'autres odeurs en extérieur des installations ni du site.</p> <p>Le site est clôturé et dispose d'un accès dédié au cuves de stockage des digestats afin de permettre un accès indépendant aux tracteurs venant charger les digestas destinés à l'épandage.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande : cf.PC programme de maintenance préventive.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Surveillance de la méthanisation. Programme maintenance préventive

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35, 34 alinéa 6 et 49 alinéa 8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 35 de l'arrêté du 12 août 2010 (Arrêté du 17 juin 2021, article 20 1° à 3°) Surveillance de la méthanisation. Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements dont une défaillance est susceptible d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de contrôle et de maintenance que l'exploitant tient à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées. « Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation. Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Il inclut notamment la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive. ... L'installation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation et a minima de dispositifs de contrôle en continu de la température des matières en fermentation et de la pression du biogaz « au sein du digesteur et de la cuve de percolat pour les installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse ». L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de vérification et spécifie, le cas échéant, les seuils d'alarme associés. ... Alinéa 6 article 34 (Arrêté du 17 juin 2021, article 25 1° à 3°) : Stockage du digestat. « Pour les installations dont le dossier complet de demande d'enregistrement a été déposé avant le 1er juillet 2021, les stockages non couverts doivent, au 1er janvier 2022, faire l'objet de mesures organisationnelles prenant en compte les situations météorologiques décennales (et notamment le niveau de réduction nécessaire des quantités de digestat produites avant les événements pluvieux importants) permettant d'éviter les débordements. Ces mesures sont annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 35. »</p>

Alinéa 8 article 49 (Arrêté du 17 juin 2021, article 25 1° à 3°) :

Prévention des nuisances odorantes.

« L'exploitant d'une installation dotée d'équipements de traitement des odeurs, tels que laveurs de gaz ou biofiltres, procède au contrôle de ces équipements au minimum une fois tous les trois ans. Ces contrôles, effectués en amont et en aval de l'équipement, sont réalisés par un organisme disposant des connaissances et des compétences requises ; ils comportent a minima la mesure des paramètres suivants : composés soufrés, ammoniac et concentration d'odeur. Les résultats de ces contrôles, précisant l'organisme qui les a réalisés, les méthodes mises en œuvre et les conditions dans lesquelles ils ont été réalisés, sont reportés dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 35. »

Constats :

Une visite de contrôle (Détection d'émissions biogaz) a été réalisée le mardi 7 janvier 2025 par la société CH4Process. 6 vidéos ont été réalisées lors de la visite. 8 fuites sur les équipements suivants ont été identifiées :

1. Event de la cuve d'hydrolyse (faible),
2. Cloche de la cuve d'hydrolyse (faible) => Les fuites de la cuve d'hydrolyse seraient dues à la conception de l'équipement.
3. Pot de graissage de l'agitateur du post-digester (faible) => graissage insuffisant à faire et à intégrer au programme de maintenance préventive.
4. Interface entre le béton et la membrane du postdigester (faible) => mauvais serrage des boulons.
5. Toit du digesteur (forte) => L'exploitant a déclaré avoir procédé à l'arrêt et à la vidange complète du digesteur semaine 28 afin de procéder à son nettoyage complet et aux travaux de maintenance et réparation de la fuite du toit du digesteur (cf. photographies).
6. Bouchon de la jauge de niveau de glycol de la soupape du digesteur (faible) => Reprendre l'étanchéité du bouchon et faire le niveau en glycol.
7. Collier de serrage de la canalisation biogaz du moteur de cogénération (faible) => Reprendre l'étanchéité
8. Fut de la torchère éteinte (moyenne) => Contrôler le fonctionnement de l'électrovanne et des vannes intermédiaires et remplacer les équipements.

De manière générale, La société CH4Process conseille un contrôle avec un renifleur de la zone de réparation après chaque intervention de maintenance.

Lors de la visite, l'inspection a contrôlé par sondage le fichier de suivi de l'entretien des équipements du site ainsi que quelques mesures de suivis de l'H2S en entrée et sortie du dispositif de traitement.

L'exploitant a déclaré procéder uniquement à une maintenance curative des équipements nécessaires à la prévention des fuites de biogaz et à la génération d'odeurs (par exemple, le dispositif de traitement par charbon actif de la cuve d'hydrolyse ne fait pas l'objet d'une maintenance préventive).

Par ailleurs, Alinéa 8 de l'article 49 contrôle des équipements de traitement des odeurs et article 35 programme de maintenance préventive :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un contrôle des équipements de traitement des

odeurs le jour de la visite, en particulier du biofiltre. Ce contrôle et les actions de maintenance qui pourraient en découler ne fait pas l'objet d'un programme de maintenance préventive. En 2025, il a procédé au remplacement des charbons actifs des unités hydrolyse et moteur de cogénération, un appoint de copeaux suivi d'une mesure de biogaz a été a été effectué sur le biofiltre (changé en 2024), interventions sur les fuites de biogaz détectées en janvier.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que le digesteur était vide, il n'y avait pas de matières en cours de méthanisation (sauf dans le post-digesteur), les équipements de valorisation du biogaz et la torchère étaient à l'arrêt. Un dispositif de brumisation de produit de traitement des odeurs (loué par l'exploitant pour l'opération de vidange maintenance) était à disposition à proximité du digesteur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demandes :

1. l'exploitant transmet à l'inspection les fiches d'intervention détaillées (ou programmation d'intervention) relatives aux actions correctives des fuites 1 à 8 (sauf 5 déjà transmise) identifiées lors du contrôle de janvier 2025 par la société CH4Process. **Délai, 3 mois.**
2. l'exploitant établit, met à jour et transmet à l'inspection un programme de maintenance préventive et de vérification périodique qui comprend en plus des équipements intéressant la sécurité, le suivi des opérations de contrôle et de maintenance à réaliser concernant la prévention des émissions odorantes : sur les couvertures des cuves de stockage des digestats, l'installation de captage de l'air viciée du bâtiment de réception, le contrôle et le suivi des équipements de traitement des odeurs (Charbon actif de la cuve d'hydrolyse, biofiltre). Ce programme devra également expliciter les contrôles à mener suite aux opérations de maintenance des installations précitées afin de s'assurer de l'absence de fuites.**Délai, 3 mois.**
3. l'exploitant fait réaliser le contrôle des équipements de traitement des odeurs (alinéa 8 de l'article 49 et transmet le résultat de ce contrôle à l'inspection. **Délai, 3 mois.**

Le point n°3 de cette demande ayant déjà fait l'objet d'une demande lors de l'inspection de 2024, la non réponse dans le nouveau délai imparti est susceptible de faire l'objet d'une proposition de mise en demeure à monsieur le Préfet de l'Eure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Captage et épuration des rejets à l'atmosphère.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 47

Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs

Prescription contrôlée :

Article 47 de l'arrêté du 12 août 2010

Captage et épuration des rejets à l'atmosphère.

Si la circulation d'engins ou de véhicules dans l'enceinte de l'installation entraîne de fortes

émissions de poussières, l'exploitant prend les dispositions utiles pour en limiter la formation. Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source, canalisés et traités, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.

Constats :

Un dispositif de captage de l'air vicié dans le bâtiment de réception des matières premières et en particulier au dessus des fosses de réception des pâteux et solides a été mis en place en 2018 suite à l'étude odeur de 2017. L'air vicié est collecté et envoyé sur le biofiltre qui a fait l'objet d'un revamping en octobre 2020 et d'un réapprovisionnement en copeaux en 2024 et 2025.

Néanmoins, les camions restent stationnés à l'extérieur du bâtiment, les portes du bâtiment et capots des fosses sont ouvertes pendant les opérations de déchargement des matières pâteuses et solides ce qui peut entraîner des émissions olfactives à l'extérieur.

Le jour de la visite, l'inspection a constaté que les fosses étaient pleines (dans l'attente de la remise en service du digesteur), les portes et capots étaient fermées et aucun déchargement n'est réalisé. L'odeur dans le bâtiment est forte, qualifiée d'une intensité de 2/5 par l'exploitant. Aucune odeur n'est ressentie par l'inspection à l'extérieur du bâtiment.

L'inspection n'a pas été destinataire d'un porté à connaissance permettant de justifier du bon dimensionnement du biofiltre suite à l'opération de revamping d'octobre 2020 au regard des flux d'air captés à traiter.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande : l'exploitant transmet à l'inspection, **délai 3 mois** :

- un descriptif de l'opération de revamping du biofiltre réalisée en octobre 2020,
- les plans et schémas de fonctionnement du dispositif de captage de l'air du bâtiment de réception et du biofiltre (débit et pression d'air nominal, diamètre des conduits, puissance du ventilateur, dimension du biofiltre, etc) et tout rapport de vérification des débits dont il dispose.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des nuisances odorantes.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 49 (sauf alinéa 8)

Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs

Prescription contrôlée :

Article 49 de l'arrêté du 12 août 2010

(Arrêté du 17 juin 2021, article 25 1° à 3°)

Prévention des nuisances odorantes.

1-« En dehors des cas où l'environnement de l'installation présente une sensibilité particulièrement faible, notamment en cas d'absence d'occupation humaine dans un rayon de 1 kilomètre autour du site :

2- « - pour les nouvelles installations, ...

3- « - l'exploitant tient à jour et joint au programme de maintenance préventive visé à l'article 35 un cahier de conduite de l'installation sur lequel il reporte les dates, heures et descriptifs des opérations critiques réalisées.

4- « L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.

5- « Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte.

6- « En cas de plainte, le préfet peut exiger la production, aux frais de l'exploitant, d'un nouvel état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement. Les mesures d'odeurs et d'intensité odorante réalisées selon les méthodes normalisées de référence sont présumées satisfaire aux exigences énoncées au présent article. Ces méthodes sont fixées dans un avis publié au Journal officiel de la République française.

7- « En cas de nuisances importantes, l'exploitant fait réaliser par un organisme compétent un diagnostic et une étude de dispersion pour identifier les sources odorantes sur lesquelles des modifications sont à apporter pour que l'installation respecte l'objectif suivant de qualité de l'air ambiant : la concentration d'odeur imputable à l'installation au niveau des zones d'occupation humaine dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5 uoE/m³ plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %.

8- repris au PC n°4.

9- L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.

10 - Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations et les entrepôts pouvant dégager des émissions odorantes sont aménagés autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux canalisés odorants sont, le cas échéant, récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz. Les sources potentielles d'odeurs (bassins, lagunes...) difficiles à confiner en raison de leur grande surface sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage en tenant compte, notamment, de la direction des vents dominants.

11- L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que les émissions d'odeurs soient aussi réduites que possible, et ceci tant au niveau de la réception, de l'entreposage et du traitement des matières entrantes qu'à celui du stockage et du traitement du digestat et de la valorisation du biogaz. A cet effet, si le délai de traitement des matières susceptibles de générer des nuisances à la livraison ou lors de leur entreposage est supérieur à vingt-quatre heures, l'exploitant met en place les moyens d'entreposage adaptés.

12 - Les matières et effluents à traiter sont déchargés dès leur arrivée dans un dispositif de stockage étanche conçu pour éviter tout écoulement incontrôlé de matières et d'effluents liquides ; la zone de chargement est équipée de moyens permettant d'éviter tout envol de matières et de poussières à l'extérieur du site.

13 Sans objet

14 Les produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont stockés en milieu confiné (récipients, silos, bâtiments fermés...).

15- « Les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents, volatils ou odorants sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et

d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère.

16- " Les produits odorants sont stockés en milieu confiné (récipients, silos, bâtiments fermés...). »

Constats :

Alinéa 2 - Etat des perceptions odorantes :

La cartographie des odeurs du site a été réalisée avant sa mise en service en octobre 2010.

La première cartographie après mise en service a été réalisée en mars 2015 (Jury de nez).

Il apparaissait que :

- les cuves de stockage de digestats liquides présentent des notes variées principalement décrite par les référents Scatol, Géosmine et Phénol. La note Butyrique est secondaire par son intensité, ces odeurs ont été caractérisées comme étant fortes, désagréables et perçues par bouffées,·
 - l'aire de stockage est décrite par des notes hétérogènes en raison de la variété des matières premières présentes (déchets agricoles, alimentaires, boues). Les notes Scatol et Butyrique sont associée au digestats solides et les autres notes aux matières première variées. Ces odeurs ont été caractérisées comme étant faibles, désagréables et perçues de manière continue.
 - le hall de réception des déchets est marqué par des odeurs de fortes intensités dans le bâtiment et associé aux référents Scatol et Butyrique, fréquemment présente dans des contextes de dégradation organiques. Ces odeurs sont fortes, très désagréables et perçues de manière continue.
 - en phase de chargement, les odeurs issues du hall de réception ont été perçues en périphérie du bâtiment à très forte intensité.
- Néanmoins aucune odeur n'avait été détectée dans l'environnement du site, lors du parcours extérieur qui avait largement couvert les environs du site.

La deuxième cartographie après mise en service a été réalisée en mai 2017 (Jury de nez).

Il apparaissait que :

- les cuves de stockage de digestats liquides présentent des notes variées principalement décrites par les référents Scatol, IBQ et Phénol.
- l'aire de stockage est décrite par des notes hétérogènes en raison de la variété des matières premières présentes (déchets agricoles, alimentaires, boues). La note Scatol est associée au digestats solides et les notes Pyrazine et Maltol aux autres déchets stockés.
- le hall de réception des déchets est marqué par des odeurs de faibles intensités et associé aux référents Scatol et Butyrique, fréquemment présente dans des contextes de dégradation organiques.
- Le rejet de biofiltre est caractérisé par la présence des notes Géosmine et Acétate d'éthyle ;
- L'évent de la cuve d'hydrolyse des graisses est à l'origine d'émissions caractérisés par la note Acide décanoïque.

L'évent de la cuve d'hydrolyse est à l'origine des odeurs les plus intenses identifiées sur le site et, dans une moindre mesure, les cuves de stockage de digestats liquides et l'aire de stockage.

Le parcours extérieur a été réalisé sous le vent autour du golf (sud - Sud Ouest du site).

Les odeurs sont faibles à moyennes en limite du site et en limite Nord-Ouest du golf. Compte tenu de leurs notes elles sont principalement dues au stockage des digestats, à la cuve d'hydrolyse et au stockage sur la plateforme.

Il n'y a pas eu de nouvelle cartographie depuis mai 2017.

De 2017 à 2025, l'exploitant a néanmoins réduit ou supprimé les émissions des principales sources identifiées dans le cadre de ces deux études par :

- l'équipement des cuves de stockages des digestats d'une couverture flottante (type nénuphar)

permettant de capter le biogaz;

- la suppression de l'entreposage d'intrants organiques ou de digestat solide (avec mise à l'arrêt de l'unité de séparation de phase) sur la plateforme de stockage externe ;
- la mise en place d'un dispositif de traitement des évents de la cuve d'hydrolyse par charbon actif;
- le picage de dépotage direct des intrants liquides vers le process;
- la mise en place de lamelles plastiques pour limiter la dispersion des odeurs à l'extérieur du bâtiment lors de l'ouverture des portes,
- l'équipement des fosses de dépotage des intrants pâteux ou solides de capot et dispositif d'aspiration des odeurs;
- le renforcement du dispositif d'aspiration de l'air interne du bâtiment de réception;
- etc

Le jour de la visite, l'inspection n'a perçu aucune odeur à l'extérieur du site, seules quelques bouffées en provenance des cuves de stockage des digestats étaient perceptibles sur site à l'extérieur des bâtiments. L'intérieur du bâtiment de réception était moyennement nauséabond (échelle de 2/5 selon l'exploitant).

Alinéa 3 - Cahier de conduite de l'installation : L'inspection n'a pu consulter le cahier de conduite de l'installation joint à un programme de maintenance préventive concernant ces équipements (cf. Point de contrôle n° 4 - programme de maintenance préventive).

Alinéa 4-5-6-7 Plaintes odeurs :

Au jour de la visite, l'inspection a reçu 17 signalements depuis le début de l'année en provenance du site signalair, de janvier à juin, dont 2 qui ne sont pas attribuable au méthaniseur (Odeurs d'hydrocarbure et goudron).

Le 10 avril 2025, une plainte par courriel concernait de l'épandage. Cf. Point de contrôle 7 - Epandage.

L'exploitant a de son côté enregistré dans son registre 26 plaintes du 1er janvier au 19 mai 2025 via le site signalair, toutes en provenance de la même rue, les vents sont d'Est ou Sud-Est ou non significatifs, en semaine ou le week-end, majoritairement l'après-midi ou en fin de journée.

En face de chaque plainte, l'exploitant enregistre : la nature des dernières livraisons de déchets, s'il y a de l'épandage en cours, un stockage de déchets en extérieur sur la dalle, l'état de fonctionnement du biofiltre et du traitement au charbon actif, la fermeture des portes du bâtiment de réception et les problèmes techniques. L'exploitant n'a relevé aucune anomalie sur ces installations et n'a pas réceptionné de déchet susceptible d'être à l'origine de ces plaintes lors des périodes de signalement.

Il a par ailleurs réalisé 7 rondes olfactives depuis janvier 2025 dont :

- une accompagné de représentants de la mairie de Gaillon en février 2025. Les représentants municipaux n'ont pas donné suite aux invitations aux rondes ultérieures (la dernière proposition de ronde commune daterait de mai);
- 2 lors d'une journée objet de plainte ;
- une pendant la semaine d'arrêt technique et de curage du digesteur du 7 au 11 juillet 2025. période pendant laquelle aucune plainte n'a été enregistrée ;
- la dernière ronde a été réalisée le matin de la visite par l'exploitant.

Dans son tableau, l'exploitant note l'intensité des odeurs sur une échelle de 1 à 3 (1 odeur faible à 3 forte) en 5 points sur site (Points 1 : Entrée, 2 : Bâtiment , 3 : Dalle de stockage, 4 : Digestats, 5 :

Méthanisation) et 4 points sur un parcours hors site (Point 1 : Atelier Mairie, 2 : STEP Aubevoye, 3 : Rue des vignes, 4 : parcours en voiture). Il ressort de ces rondes que le point "bâtiment" enregistre les plus fortes valeurs à 2, alors qu'aucune odeur n'est ressentie hors site.

Alinéa 8 contrôle des équipements de traitement des odeurs et article 35 programme de maintenance préventive : cf. Points de contrôle 4 : Programme de maintenance préventive.

Alinéa 10, 11, 12, 14 et 15 : cf. Points de contrôle 3 et 5.

Alinéa 1 et 13 : sans objet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande : cf. PC 4 Programme de maintenance préventive.

Une fois le contrôle de installations de traitement des odeurs par un organisme compétent réalisé et les résultats transmis à l'inspection, l'exploitant devra planifier les actions à mener et le cas échéant envisager de faire réaliser un nouvelle état de perception des odeurs après réalisation des actions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : horaire concernant l'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2014, article 1.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Epandage

Prescription contrôlée :

En période d'épandage et d'évacuation des digestats, les horaires d'ouverture sont autorisées en semaine de 6h à 22h et le samedi de 6h à 18h.

Constats :

La plainte envoyée par courriel concernant l'épandage n'a pas été enregistrée, mais selon l'exploitant elle a fait l'objet d'un échange téléphonique avec le plaignant.

Elle fait état de camions et tracteurs empruntant une route de la commune de Vieux Villez en provenance de Gaillon et en direction de la commune d'Ailly depuis plusieurs jours de 8h à 22h00. Cet habitant de Vieux Villez signale également des épandages à moins de 20 mètre de la clôture de son jardin.

L'article 1.2.3 de l'AP 2014 permet des horaires d'ouverture du site en ce qui concerne le chargement des digestats à épandre de 6h à 22 h en semaine et de 6h à 18h le samedi.

Selon le bilan des épandages du premier semestre 2025 consulté par l'inspection le jour de la visite, pour la commune de Vieux Villez il n'y a pas eu d'épandage de digestats sur cette commune le 10 avril 2025 où à moins de 20 mètre de celle-ci.

Néanmoins, le bilan met en évidence l'épandage d'environ 3500 m3 sur la commune d'Ailly du 15 mars au 10 avril sur les 9500 m3 de digestats épandus au printemps 2025.

Les autres communes limitrophes de Vieux Villez, Fontaine-Bellenger, Venable et Sainte-Barbe-sur-Gaillon n'ont pas fait l'objet d'épandage au printemps 2025.

Type de suites proposées : Sans suite